

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant placement à temps partiel de droit suite à maternité/paternité/adoption

Le [La] ministre [...],

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre Ier du livre VI de la partie législative ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu la demande de l'intéressé[e] ;

Vu les pièces fournies par l'intéressé[e] ;

Considérant que le stage effectué par l'intéressé[e] ne comporte pas un enseignement professionnel ou n'est pas accompli dans un établissement de formation,

Arrêt[e] :

Article 1er : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], en qualité de stagiaire, est autorisé[e] à exercer ses fonctions à temps partiel d'une durée égale à [...] % de la durée à temps plein, au titre de son enfant, [[Nom de l'enfant] [Prénom de l'enfant], né le [...]], à compter du [...] jusqu'au [...] inclus. Cette période est renouvelable pour la même durée par tacite reconduction jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant.
[*SI ENFANT LEGALEMENT ETABLI*]

Article 1er bis : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], en qualité de stagiaire, est autorisé[e] à exercer ses fonctions à temps partiel d'une durée égale à [...] % de la durée à temps plein, au titre de son enfant, [[Nom de l'enfant] [Prénom de l'enfant], arrivé au foyer le [...]], à compter du [...] jusqu'au [...] inclus. Cette période est renouvelable pour la même durée par tacite reconduction dans la limite de trois ans à compter de la date d'arrivée au foyer de l'enfant.
[*SI ENFANT ADOPTÉ OU RECUEILLI*]

Article 2 : Durant cette période, l'intéressé[e] perçoit une rémunération correspondant aux [...] / [...] du traitement et, le cas échéant, de l'indemnité de résidence, ainsi que, [s'il (si elle)] en perçoit, des primes et indemnités de toutes natures afférentes à son grade et à l'échelon auquel [il (elle)] est parvenu[e], à l'exclusion des prestations à caractère familial et social. Le cas échéant, le supplément familial de traitement est aussi versé en proportion mais ne peut être inférieur au montant minimum versé aux fonctionnaires travaillant à temps plein ayant le même nombre d'enfants à charge.

- Article 3** : La durée du stage [du (de la)] fonctionnaire est augmentée en proportion de la quotité de travail à temps partiel pour être équivalente à celle effectuée par un agent travaillant à temps plein.
- Article 4** : En application des dispositions du a) du 1° de l'article L9 du code des pensions civiles et militaires de retraite susvisé, la période de travail à temps partiel est décomptée comme une période de travail à temps plein pour la retraite, dans la limite de trois ans par enfant.
- Article 5** : Si l'intéressé[e] souhaite réintégrer ses fonctions à temps plein ou modifier les conditions d'exercice à temps partiel avant échéance, il lui appartient d'en présenter la demande deux mois avant la date souhaitée. La réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, notamment en cas de changement de situation personnelle ou familiale.
- Article 6** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 7** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]